

"L'union économique et monétaire: ombres et lumières (2)" dans Europe (23 février 1973)

Légende: Dans son éditorial du 23 février 1973, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, commente les conséquences de la crise monétaire internationale et plaide pour une plus grande coopération communautaire en la matière.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 23.02.1973, n° 1229. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_union_economique_et_monetaire_ombres_et_lumieres_2_"_dans_europe_23_fevrier_1973-fr-1883e70a-99f7-4904-8857-4f196a116482.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

L'union économique et monétaire: ombres et lumières (2)

Si les Britanniques et les Italiens ne cachent pas leur scepticisme au sujet de l'union économique et monétaire, les pays "mineurs" qui tiennent beaucoup à cette union, ne cachent pas leur mauvaise humeur du fait que les procédures suivies lors de la dernière crise n'ont pas été très orthodoxes du point de vue de la conception communautaire. Les Danois, très critiques, y trouvent un argument qui confirme leur incrédulité.

En revanche, Bonn et Paris affichent un optimisme quelque peu surprenant. Selon "Lombard", cela tient au fait que Paris glisse dans une sorte d'"atlantisme", encouragé en cela par Bonn et Londres. Cela ne paraît pas être une explication satisfaisante. M. Giscard d'Estaing vient de déclarer que l'accord avec les partenaires de la France permettra de "préparer un modèle européen en matière monétaire, pouvant fonctionner quelles que soient les incertitudes et constituant un dispositif d'accueil pour l'Europe en cas de secousse de l'ensemble du système".

Cela dit, et si l'on regarde au-delà des réactions circonstancielles ou liées à certaines traditions, les divergences n'apparaissent pas aussi grandes que l'on pourrait croire. Regardons par exemple la position de l'Italie, c'est-à-dire du pays qui a pris l'initiative de sortir du mécanisme monétaire communautaire. Nous y trouvons en premier lieu, comme nous l'avons dit hier, la confirmation de l'exigence impérieuse du parallélisme. Dans ce sens, la crise récente devrait avoir contribué à alerter les esprits et à faire en sorte que ce parallélisme accepté en théorie soit traduit dans la pratique, notamment par l'adoption rapide d'actions dans les trois directions fondamentales: politique sociale, politique régionale, réforme des structures agricoles.

En deuxième lieu, si l'on analyse la position exposée à plusieurs reprises par les dirigeants de la Banca d'Italia, et notamment par MM. Carli et Ossola, nous constatons que l'idée d'intégration monétaire européenne n'est pas du tout rejetée. Elle est naturellement considérée comme n'étant réalisable que lorsque les politiques économiques deviennent convergentes et cohérentes. Mais surtout elle est située dans une conception globale, à l'échelle mondiale, et par conséquent liée à une réforme du système monétaire international (même au-delà des limites couvertes actuellement par ce système). Cette réforme devrait conduire à la création d'un nombre limité (5 ou 6) d'aires monétaires, à l'intérieur desquelles l'unification monétaire serait réalisée comme conséquence de l'unification des politiques économiques. Les relations de change entre ces aires pourraient très bien être gouvernées par une très large souplesse permettant des ajustements assez rapides.

Le problème crucial deviendrait alors celui de la définition des critères qui devraient guider la fixation des parités de change et leur modification éventuelle entre ces aires monétaires, étant donné que le seul critère de la balance des paiements ne serait pas suffisant. Cela implique que la Communauté ait une seule balance des paiements, et un fonds de réserve commun. Dans ces conditions, elle aurait alors la possibilité de faire dans les discussions confuses qui ont lieu au Groupe des Vingt, où chacun se trouve avec sa propre monnaie, ses propres excédents et ses propres déficits.

Em. G.